

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2005 — 1484

[C — 2005/09468]

31 MAI 2005. — Loi modifiant la loi du 13 mars 1973 relative à l'indemnité en cas de détention préventive inopérante, la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive et certaines dispositions du Code d'instruction criminelle (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE II. — *Dispositions modifiant le Code d'instruction criminelle*

Art. 2. L'article 127 du Code d'instruction criminelle, remplacé par la loi du 12 mars 1998, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 127. § 1^{er}. Lorsque le juge d'instruction juge son instruction terminée, il communique le dossier au procureur du Roi.

Si le procureur du Roi ne requiert pas l'accomplissement d'autres devoirs, il prend des réquisitions en vue du règlement de la procédure par la chambre du conseil.

§ 2. La chambre du conseil fait indiquer, quinze jours au moins d'avance, dans un registre spécial tenu au greffe, les lieu, jour et heure de la comparution. Ce délai est réduit à trois jours lorsqu'un des inculpés est en détention préventive. Le greffier avertit, par télécopie ou par lettre recommandée à la poste, l'inculpé, la partie civile et leurs conseils, que le dossier est mis à leur disposition au greffe en original ou en copie, qu'ils peuvent en prendre connaissance et en lever copie.

§ 3. L'inculpé et la partie civile peuvent demander au juge d'instruction, dans le délai fixé au § 2, l'accomplissement d'actes d'instruction complémentaires, conformément à l'article 61quinquies. Dans ce cas, le règlement de la procédure est suspendu. Lorsque la demande a été définitivement traitée, l'affaire est à nouveau fixée devant la chambre du conseil suivant les formes et les délais prévus au § 2.

§ 4. La chambre du conseil statue sur le rapport du juge d'instruction, le procureur du Roi, la partie civile et l'inculpé entendus.

Les parties peuvent se faire assister d'un conseil ou être représentées par lui. La chambre du conseil peut néanmoins ordonner la comparution personnelle des parties. Cette ordonnance n'est pas susceptible de recours. L'ordonnance est signifiée à la partie qu'elle concerne à la requête du procureur du Roi et emporte citation à comparaître à la date fixée. Si ladite partie ne comparait pas, la chambre du conseil statue et l'ordonnance est réputée contradictoire.

Lorsque la chambre du conseil tient la cause en délibéré pour prononcer son ordonnance, elle fixe le jour de cette prononciation. »

Art. 3. A l'article 136bis du même Code, inséré par la loi du 20 juillet 1990 et modifié par la loi du 12 mars 1998, elle-même modifiée par la loi du 14 janvier 1999, l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« Sans préjudice de l'application de l'article 136ter, le procureur du Roi fait rapport au procureur général de toutes les affaires sur lesquelles la chambre du conseil n'aurait point statué dans l'année à compter du premier réquisitoire. »

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2005 — 1484

[C — 2005/09468]

31 MEI 2005. — Wet tot wijziging van de wet van 13 maart 1973 betreffende de vergoeding voor de onwerkzame voorlopige hechtenis, van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis en van sommige bepalingen van het Wetboek van strafvordering (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen tot wijziging van het Wetboek van strafvordering*

Art. 2. Artikel 127 van het Wetboek van strafvordering, vervangen bij de wet van 12 maart 1998, wordt vervangen als volgt :

« Art. 127. § 1. Wanneer de onderzoeksrechter oordeelt dat zijn onderzoek voltooid is, zendt hij het dossier over aan de procureur des Konings.

Indien de procureur des Konings geen andere onderzoekshandelingen vordert, vordert hij de regeling van de rechtspleging door de raadkamer.

§ 2. De raadkamer laat ten minste vijftien dagen vooraf in een daartoe bestemd register ter griffie melding maken van plaats, dag en uur van verschijning. De termijn wordt teruggebracht tot drie dagen indien een van de inverdenkinggestelden zich in voorlopige hechtenis bevindt. De griffier stelt de inverdenkinggestelde, de burgerlijke partij en hun advocaten in kennis per faxpost of bij een ter post aangetekende brief dat het dossier op de griffie in origineel of in kopie ter beschikking ligt, dat ze er inzage van kunnen hebben en er kopie van kunnen opvragen.

§ 3. Binnen de in § 2 bepaalde termijn kunnen de inverdenkinggestelde en de burgerlijke partij de onderzoeksrechter overeenkomstig artikel 61quinquies verzoeken om bijkomende onderzoekshandelingen te verrichten. In dat geval wordt de regeling van de rechtspleging geschorst. Als het verzoek definitief is behandeld, wordt de zaak opnieuw vastgesteld voor de raadkamer overeenkomstig de in § 2 bepaalde vormen en termijnen.

§ 4. De raadkamer doet uitspraak op verslag van de onderzoeksrechter na de procureur des Konings, de burgerlijke partij en de inverdenkinggestelde gehoord te hebben.

De partijen kunnen bijgestaan of vertegenwoordigd worden door een advocaat. De raadkamer kan evenwel de persoonlijke verschijning van de partijen bevelen. Tegen deze beschikking staat geen rechtsmiddel open. De beschikking wordt betekend aan de desbetreffende partij op vordering van de procureur des Konings en brengt dagvaarding mee om te verschijnen op de vastgestelde datum. Als deze partij niet verschijnt, wordt uitspraak gedaan en geldt de beschikking als op tegenspraak gewezen.

Wanneer de raadkamer de zaak in beraad houdt om haar beschikking uit te spreken, bepaalt zij de dag voor die uitspraak. »

Art. 3. In artikel 136bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 20 juli 1990 en gewijzigd bij de wet van 12 maart 1998, zelf gewijzigd bij de wet van 14 januari 1999, wordt het eerste lid vervangen als volgt :

« Onverminderd de toepassing van artikel 136ter, doet de procureur des Konings verslag aan de procureur-generaal omtrent alle zaken waarover de raadkamer geen uitspraak heeft gedaan binnen een jaar te rekenen van de eerste vordering. »

Art. 4. Un article 136ter, rédigé comme suit, est inséré dans le livre premier, chapitre X, du même Code :

« Article 136ter. § 1^{er}. A l'exception des affaires visées à l'article 22, alinéa 2, de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive, la chambre des mises en accusation connaît de toutes les affaires dans lesquelles l'inculpé se trouve en détention préventive et sur lesquelles la chambre du conseil n'aurait point statué en ce qui concerne le règlement de la procédure, dans les six mois à compter de la délivrance du mandat d'arrêt.

A cette fin, le procureur du Roi fait rapport au procureur général.

§ 2. Sur requête de l'inculpé, la chambre des mises en accusation connaît des affaires visées à l'article 22, alinéa 2, de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive, dans lesquelles l'inculpé se trouve en détention préventive et sur lesquelles la chambre du conseil n'aurait point statué, en ce qui concerne le règlement de la procédure, dans les six mois à compter de la délivrance du mandat d'arrêt.

§ 3. La chambre des mises en accusation entend le procureur général et le juge d'instruction en son rapport. Elle entend également la partie civile, l'inculpé et leurs conseils sur convocation qui leur est notifiée par le greffier, par télécopie ou par lettre recommandée à la poste, au plus tard quarante-huit heures avant l'audience.

La chambre des mises en accusation vérifie s'il subsiste des indices sérieuses de culpabilité à charge de l'inculpé et s'il existe des raisons conformes à l'article 16, § 1^{er}, de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive de maintenir la détention.

La chambre des mises en accusation peut prendre les mesures prévues par les articles 136, 235 et 235bis.

§ 4. Si la chambre des mises en accusation décide de maintenir la détention préventive, l'arrêt forme un titre de privation de liberté pour un mois à partir de la décision.

Toutefois, s'il s'agit des affaires visées à l'article 22, alinéa 2, de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive, l'arrêt forme un titre de privation de liberté pour trois mois à partir de la décision. ».

CHAPITRE III. — *Disposition modifiant la loi du 13 mars 1973 relative à l'indemnité en cas de détention préventive inopérante*

Art. 5. Dans l'article 28, § 5, alinéa 1^{er}, de la loi du 13 mars 1973 relative à l'indemnité en cas de détention préventive inopérante, les mots « de la décision du ministre » sont remplacés par les mots « de la notification de la décision du ministre ».

CHAPITRE IV. — *Dispositions modifiant la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive*

Art. 6. A l'article 16 de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive, modifié par les lois des 23 janvier et 10 avril 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 2, alinéa 1^{er}, les mots « sur les faits mis à sa charge » sont remplacés par les mots « sur les faits qui sont à la base de l'inculpation et qui peuvent donner lieu à la délivrance d'un mandat d'arrêt, »;

2° le § 2, alinéa 1^{er}, est complété comme suit :

« A défaut de cet interrogatoire, l'inculpé est mis en liberté. »;

3° le § 2, alinéa 2, est complété comme suit :

« A défaut de respect de ces conditions, l'inculpé est mis en liberté. »;

Art. 4. In boek I, hoofdstuk X, van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 136ter ingevoegd, luidende :

« Artikel 136ter. § 1. Met uitzondering van de bij artikel 22, tweede lid, van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis bedoelde zaken, neemt de kamer van inbeschuldigingstelling kennis van alle zaken waarin de inverdenkinggestelde zich in voorlopige hechtenis bevindt en waarover de raadkamer, wat de regeling van de rechtspleging betreft, geen uitspraak heeft gedaan binnen zes maanden te rekenen van het verlenen van het bevel tot aanhouding.

De procureur des Konings doet hiertoe verslag aan de procureur-generaal.

§ 2. Op verzoekschrift van de inverdenkinggestelde neemt de kamer van inbeschuldigingstelling kennis van de bij artikel 22, tweede lid, van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis bedoelde zaken waarin de inverdenkinggestelde zich in voorlopige hechtenis bevindt en waarover de raadkamer, wat de regeling van de rechtspleging betreft, geen uitspraak heeft gedaan binnen zes maanden te rekenen van het verlenen van het bevel tot aanhouding.

§ 3. De kamer van inbeschuldigingstelling hoort de procureur-generaal en de onderzoeksrechter in zijn verslag. Zij hoort eveneens de burgerlijke partij, de inverdenkinggestelde en hun advocaten, na kennisgeving die hen door de griffier ten laatste achtenveertig uur voor de zitting per faxpost of bij een ter post aangekende brief wordt gedaan.

De kamer van inbeschuldigingstelling onderzoekt of er tegen de inverdenkinggestelde ernstige aanwijzingen van schuld bestaan en of er met artikel 16, § 1, van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis overeenstemmende redenen zijn om de hechtenis te handhaven.

De kamer van inbeschuldigingstelling kan de bij de artikelen 136, 235 en 235bis bepaalde maatregelen nemen.

§ 4. Indien de kamer van inbeschuldigingstelling beslist dat de voorlopige hechtenis gehandhaafd blijft, levert het arrest een titel van vrijheidsbeneming op voor één maand te rekenen van de beslissing.

Indien het evenwel de bij artikel 22, tweede lid, van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis bedoelde zaken betreft, levert het arrest een titel van vrijheidsbeneming op voor drie maanden te rekenen van de beslissing. ».

HOOFDSTUK III. — *Bepaling tot wijziging van de wet van 13 maart 1973 betreffende de vergoeding voor onwerkzame voorlopige hechtenis*

Art. 5. In artikel 28, § 5, eerste lid, van de wet van 13 maart 1973 betreffende de vergoeding voor onwerkzame voorlopige hechtenis worden de woorden « na de beslissing van de minister » vervangen door de woorden « na de kennisgeving van de beslissing van de minister ».

HOOFDSTUK IV. — *Bepalingen tot wijziging van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis*

Art. 6. In artikel 16 van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis, gewijzigd bij de wetten van 23 januari en 10 april 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2, eerste lid, worden de woorden « over de hem ten laste gelegde feiten » vervangen door de woorden « over de feiten die aan de beschuldiging ten grondslag liggen en die aanleiding kunnen geven tot de afgifte van een bevel tot aanhouding »;

2° § 2, eerste lid, wordt aangevuld als volgt :

« Bij ontstentenis van deze ondervraging, wordt de inverdenkinggestelde in vrijheid gesteld. »;

3° § 2, tweede lid, wordt aangevuld als volgt :

« Bij ontstentenis van de naleving van deze voorwaarden, wordt de inverdenkinggestelde in vrijheid gesteld. »;

4° le § 5, alinéa 2, est complété comme suit :

« A défaut de ces informations, l'inculpé est mis en liberté. »;

5° le § 6, alinéa 1^{er}, est complété comme suit :

« A défaut de la signature du juge, l'inculpé est mis en liberté. »

Art. 7. A l'article 22 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Toutefois, si le fait pour lequel la chambre du conseil est saisie est un fait pour lequel l'article 2 de la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes n'est pas applicable, la chambre du conseil est appelée à statuer, de trois mois en trois mois, sur le maintien de la détention. Dans ce cas, l'ordonnance de maintien en détention préventive est valable pour trois mois à dater du jour où elle est rendue. »;

2° l'article est complété par l'alinéa suivant :

« Lorsqu' une ordonnance est prise en application de l'alinéa 2, le dossier est mis de mois en mois, pendant deux jours, à la disposition de l'inculpé et de son conseil.

Le greffier leur en donne avis par télécopieur ou par lettre recommandée à La Poste. La mise à disposition peut se faire sous forme de copies certifiées conformes par le greffier. »

Art. 8. Un article 22bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 22bis. Lorsqu'une ordonnance de maintien en détention préventive est prise en application de l'article 22, alinéa 2, ou en application de l'article 136ter, § 4, du Code d'instruction criminelle, la mise en liberté peut être accordée sur requête adressée par l'inculpé à la chambre du conseil.

La requête peut être déposée de mois en mois et pour la première fois au plus tôt cinq jours avant l'expiration du délai d'un mois, à partir de l'ordonnance prise en application de l'article 22, alinéa 2, ou en application de l'article 136ter, § 4, du Code d'instruction criminelle. Les requêtes déposées après l'expiration de ce délai d'un mois sont rejetées comme n'étant pas recevables.

La requête est inscrite au registre mentionné à l'article 21, § 2.

Le dossier est mis pendant deux jours à la disposition de l'inculpé et de son conseil avant la comparution devant la chambre du conseil. Le greffier leur en donne avis par télécopieur ou par lettre recommandée à la poste. Cette mise à disposition peut se faire sous forme de copies certifiées conformes par le greffier.

Il est statué sur la requête dans les cinq jours de son dépôt, le ministère public, l'intéressé et son conseil entendus, celui-ci étant avisé conformément à l'article 21, § 2.

S'il n'est pas statué sur la requête dans le délai de cinq jours, éventuellement prorogé conformément à l'article 32, l'intéressé est mis en liberté.

Si elle décide que la détention doit être maintenue, la chambre du conseil motive son ordonnance comme prévu à l'article 16, § 5, alinéas 1^{er} et 2.

L'ordonnance de maintien en détention préventive est valable pour trois mois à dater du jour où elle est rendue. »

Art. 9. Dans l'article 23 de la même loi, les mots « articles 21 et 22 » sont remplacés par les mots « articles 21, 22 et 22bis ».

Art. 10. A l'article 24, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié par la loi du 23 janvier 2003, le chiffre « , 25 » est supprimé.

4° § 5, tweede lid, wordt aangevuld als volgt :

« Bij ontstentenis van deze mededelingen, wordt de inverdenkinggestelde in vrijheid gesteld. »;

5° § 6, eerste lid, wordt aangevuld als volgt :

« Bij ontstentenis van de handtekening van de rechter, wordt de inverdenkinggestelde in vrijheid gesteld. »

Art. 7. In artikel 22 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° tussen het eerste en het tweede lid wordt het volgende lid ingevoegd :

« Indien evenwel het feit dat bij de raadkamer aanhangig is gemaakt een feit betreft waarop artikel 2 van de wet van 4 oktober 1867 op de verzachtende omstandigheden niet van toepassing is, doet de raadkamer om de drie maanden uitspraak over het handhaven van de voorlopige hechtenis. In dit geval is de beschikking tot handhaving van de voorlopige hechtenis geldig voor drie maanden vanaf de dag waarop ze wordt gegeven. »;

2° het artikel wordt aangevuld met het volgende lid :

« Ingeval een beschikking overeenkomstig het tweede lid, genomen is, wordt het dossier van maand tot maand gedurende twee dagen ter beschikking gehouden van de inverdenkinggestelde en zijn raadsman.

De griffier geeft hun hiervan bericht per faxpost of bij een ter post aangetekende brief. De terbeschikkingstelling kan gebeuren in de vorm van afschriften die door de griffier voor eensluidend zijn verklaard. »

Art. 8. In dezelfde wet wordt een artikel 22bis ingevoegd, luidende :

« Art. 22bis. Wanneer een beschikking tot handhaving van de voorlopige hechtenis is genomen met toepassing van artikel 22, tweede lid, of met toepassing van artikel 136ter, § 4, van het Wetboek van strafvordering, kan de invrijheidsstelling worden verleend op indiening van een verzoekschrift dat de inverdenkinggestelde richt aan de raadkamer.

Het verzoekschrift kan van maand tot maand worden ingediend en voor het eerst ten vroegste vijf dagen vóór het verstrijken van de termijn van één maand, te rekenen van de beschikking die genomen is met toepassing van artikel 22, tweede lid, of met toepassing van artikel 136ter, § 4, van het Wetboek van strafvordering. De verzoekschriften die na het verstrijken van de termijn van een maand worden ingediend, worden als niet-ontvankelijk verworpen.

Het verzoekschrift wordt ingeschreven in het in artikel 21, § 2, vermelde register.

Het dossier wordt gedurende twee dagen vóór de verschijning voor de raadkamer ter beschikking gehouden van de inverdenkinggestelde en van zijn raadsman. De griffier geeft hun hiervan bericht per faxpost of bij ter post aangetekende brief. Deze terbeschikkingstelling kan gebeuren in de vorm van afschriften die door de griffier voor eensluidend zijn verklaard.

Over het verzoekschrift wordt beslist binnen vijf dagen na de neerlegging ervan, na het openbaar ministerie, de betrokkene en diens raadsman te hebben gehoord, waarbij aan deze laatste bericht wordt gegeven overeenkomstig artikel 21, § 2.

Indien binnen de termijn van vijf dagen, eventueel verlengd overeenkomstig artikel 32, geen uitspraak over het verzoekschrift is gedaan, wordt de betrokkene invrijheid gesteld.

Wanneer de raadkamer beslist de hechtenis te handhaven, omkleedt ze haar beschikking met redenen zoals bepaald in artikel 16, § 5, eerste en tweede lid.

De beschikking tot handhaving van de voorlopige hechtenis is geldig voor drie maanden vanaf de dag waarop ze wordt gegeven. »

Art. 9. In artikel 23 van dezelfde wet worden de woorden « artikelen 21 en 22 » vervangen door de woorden « artikelen 21, 22 en 22bis ».

Art. 10. In artikel 24, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 23 januari 2003, vervalt het cijfer « , 25 ».

Art. 11. L'article 25, § 2, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Après la décision de la chambre du conseil visée à l'article 21, le juge d'instruction peut, dans le cours de l'instruction, donner mainlevée du mandat d'arrêt par une ordonnance motivée qu'il communique immédiatement au procureur du Roi.

Cette ordonnance n'est susceptible d'aucun recours.

Le procureur du Roi peut par ailleurs requérir à tout moment du juge d'instruction la mainlevée du mandat d'arrêt. »

Art. 12. A l'article 30 de la même loi, modifié par les lois des 11 juillet 1994 et 12 mars 1998, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, le chiffre « , 25 » est supprimé;

2° dans le § 1^{er}, le chiffre « , 22bis » est inséré entre le chiffre « 22 » et les mots « et 28. »;

3° le § 3, alinéa 3, est abrogé;

4° au § 4, alinéa 1^{er}, le chiffre « , 25 » est supprimé;

5° dans le § 4, alinéa 1^{er}, le chiffre « , 22bis » est inséré entre le chiffre « 22 » et les mots « et 28. »;

6° dans le § 4, alinéa 1^{er}, les mots « quinze jours » sont remplacés par les mots « un mois »;

7° le § 4, alinéa 1^{er}, est complété comme suit :

« , ou pour trois mois à partir de la décision, s'il est fait appel de l'ordonnance visée aux articles 22, alinéa 2, et 22bis. »

Art. 13. Dans l'article 31, § 4, alinéa 3, de la même loi, les mots « quinze jours » sont remplacés par les mots « un mois ».

Art. 14. L'article 36, § 1^{er}, alinéa 2, de la même loi, est remplacé par la disposition :

« La décision de prolongation des conditions est prise avant l'expiration du temps déterminé par le juge d'instruction conformément à l'article 35, § 1^{er}. À défaut, les conditions sont caduques. Ces conditions peuvent être prolongées pour le délai qu'il détermine et pour un maximum de trois mois. »

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 31 mai 2005.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

Scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

Notes

(1) *Session 2003-2004.*

Chambre des représentants.

Documents. — Projet de loi, 51-1317. — N° 1.

Session 2004-2005.

Chambre des représentants.

Documents. — Amendements, 51-1317. — N°s 2 à 4. — Rapport, 51-1317. — N° 5. — Texte adopté par la commission, 51-1317. — N° 6. Amendements, 51-1317. — N°s 7 à 8. — Rapport complémentaire, 51-1317. — N° 9. — Texte adopté par la commission, 51-1317. — N° 10. Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, 51-1317 - N° 11.

Compte rendu intégral : 17 mars 2005.

Sénat.

Documents. — Projet évoqué par le Sénat, 3-1100. — N° 1. — Rapport, 3-1100. — N° 2. — Décision de ne pas amender, 3-1100. — N° 3.

Annales du Sénat : 21 avril 2005.

Art. 11. Artikel 25, § 2, van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« § 2. Na de bij artikel 21 bedoelde beslissing van de raadkamer, kan de onderzoeksrechter in de loop van het onderzoek, bij een met redenen omklede beschikking die hij onmiddellijk aan de procureur des Konings meedeelt, het bevel tot aanhouding opheffen.

Tegen deze beschikking staat geen rechtsmiddel open.

De procureur des Konings kan bovendien op elk moment de onderzoeksrechter verzoeken het bevel tot aanhouding op te heffen. »

Art. 12. In artikel 30 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 11 juli 1994 en 12 maart 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, vervalt het cijfer « , 25 »;

2° in § 1 wordt het cijfer « , 22bis » ingevoegd tussen het cijfer « 22 » en de woorden « en 28. »;

3° § 3, derde lid, wordt opgeheven;

4° in § 4, eerste lid, vervalt het cijfer « , 25 »;

5° in § 4, eerste lid, wordt het cijfer « , 22bis » ingevoegd tussen het cijfer « 22 » en de woorden « en 28. »;

6° in § 4, eerste lid, worden de woorden « vijftien dagen » vervangen door de woorden « een maand »;

7° § 4, eerste lid, wordt aangevuld als volgt :

« , of voor drie maanden te rekenen van de beslissing, indien het hoger beroep wordt ingesteld tegen de bij artikelen 22, tweede lid, en 22 bis bedoelde beschikking. »

Art. 13. In artikel 31, § 4, derde lid, van dezelfde wet worden de woorden « vijftien dagen » vervangen door de woorden « een maand ».

Art. 14. Artikel 36, § 1, tweede lid, van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« De beslissing tot verlenging van de voorwaarden wordt genomen vóór het verstrijken van de door de onderzoeksrechter overeenkomstig artikel 35, § 1, bepaalde termijn. Bij gebreke hiervan vervallen de voorwaarden. Deze voorwaarden kunnen worden verlengd voor de termijn die hij bepaalt en maximum voor drie maanden. »

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 31 mei 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

Nota's

(1) *Zitting 2003-2004.*

Kamer van volksvertegenwoordigers

Stukken. — Wetsontwerp, 51-1317. - Nr. 1.

Zitting 2004-2005.

Kamer van volksvertegenwoordigers

Stukken. — Amendementen, 51-1317. - Nrs. 2 tot 4. — Verslag, 51-1317. — Nr. 5. — Tekst aangenomen door de commissie, 51-1317. — Nr. 6. — Amendementen, 51-1317. — Nrs. 7 tot 8. — Aanvullend verslag, 51-1317. — Nr. 9. — Tekst aangenomen door de commissie, 51-1317. — Nr. 10. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, 51-1317. — Nr. 11.

Integraal Verslag : 17 maart 2005.

Senaat.

Stukken. — Ontwerp geëvoceerd door de Senaat, 3-1100 - Nr. 1. — Verslag, 3-1100 - Nr. 2. — Beslissing om niet te amenderen, 3-1100 - Nr. 3.

Handelingen van de Senaat : 21 april 2005.